

Déclaration Préalable

CSA du 23 septembre 2025

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Notre organisation souhaite ouvrir cette séance en portant la voix des agents du ministère de l'Intérieur, qui expriment avec force leurs inquiétudes face à la situation actuelle.

Dans un contexte politico-financier particulièrement incertain, les agents du ministère de l'intérieur redoutent les conséquences directes sur la bonne marche du service public et des services de notre ministère en particulier.

Ces dernières semaines, les annonces, plus ou moins explicites, laissent planer la menace de nouvelles restrictions budgétaires, synonymes bien souvent de suppressions d'effectifs, de dégradations des conditions de travail et, in fine, d'un affaiblissement de la capacité du ministère à remplir ses missions essentielles.

UN1TÉ.MI FO alerte solennellement sur ce risque : nos services, déjà fragilisés par des années de réformes et de sous-effectifs chroniques, ne sauraient supporter de nouvelles ponctions humaines ou financières sans compromettre leur fonctionnement.

Par ailleurs, nous ne pouvons taire l'émotion et la colère suscitées par les récentes agressions violentes dont ont été victimes plusieurs collègues policiers, y compris certains alors qu'ils étaient hors service.

Ces drames rappellent la dangerosité croissante des missions assurées au quotidien par les forces de sécurité intérieure, mais aussi le fait que cette menace pèse désormais sur leur vie personnelle.

Or, les réponses judiciaires apportées apparaissent trop souvent insuffisantes et ne répondent pas aux attentes légitimes des agents en matière de protection et de reconnaissance.

UN1TÉ.MI FO exige que la protection fonctionnelle de l'État s'exerce pleinement et que des garanties concrètes soient données pour assurer la sécurité des agents dans l'exercice de leurs missions comme en dehors, lorsqu'ils sont pris pour cible en raison de leur qualité.

A présent, permettez-moi d'évoquer la situation que rencontre nos concitoyens face à l'accès au permis de conduire.

Le constat est affligeant, depuis 2019 les délais d'attente à l'examen ont doublés.

Cela est devenu socialement inacceptable pour nos concitoyens, mais également pour les personnels chargés de cette mission.

Face à l'augmentation croissante des inscriptions au permis de conduire, +16 %, les effectifs sont malheureusement restés constants.

En réaction, le **SNICA-FO / UN1TÉ.MI FO** engagera des actions aux côtés des Auto-écoles, qui débiteront le lundi 29 septembre prochain.

Notre objectif étant d'obtenir au plus vite les recrutements nécessaires pour qu'enfin le service public du permis de conduire soit rendu et assuré de manière efficiente.

Fidèles à notre mandat syndical, nous continuerons à défendre les intérêts matériels et moraux de l'ensemble des personnels relevant du périmètre du ministère de l'Intérieur, avec la détermination qui caractérise notre organisation.

Je vous remercie.